

Consortium News

Independent Investigative Journalism and Political Review - Since 1995

consortiumnews.com

CN LIVE

Robert Parry 1949-2018

Volume 29, numéro 360 — mercredi 25 décembre 2024

ADMINISTRATION BIDEN , COMMENTAIRES , IRAN , IRAK , ISRAËL , PALESTINE , SYRIE , ADMINISTRATION BUSH-43 ,
TURQUIE , ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES , ÉTATS-UNIS , NATIONS UNIES , JUSQU'À CE JOUR -
PERSPECTIVES HISTORIQUES SUR L'ACTUALITÉ

Tromperie et politique de Washington à Tel-Aviv

24 décembre 2024

Enr rer

Les intentions suprémacistes américano-israéliennes, dissimulées et enterrées pendant des décennies, sont désormais évidentes pour tous, écrit M. Reza Behnam .



Le secrétaire américain à la Défense Mark Esper arrive à Tel-Aviv, en octobre 2020.

(DoD/Lisa Ferdinando)

Par **M. Reza Behnam** *Z-Network*

En ces temps difficiles, la voix du regretté universitaire palestino-américain Edward Said est toujours présente : « L'écriture est la résistance ultime que nous avons contre les pratiques inhumaines et les injustices qui défigurent l'histoire humaine. »

Depuis plus de quatorze mois douloureux, Israël a présenté ses actions inhumaines contre la population de Gaza comme étant « défensives ».

Nous devons croire que le massacre de dizaines de milliers de civils et les attaques contre ses voisins arabes sont en quelque sorte le « droit » d'Israël. Soutenue par l'administration Biden, Tel-Aviv est devenue de plus en plus audacieuse et barbare dans ses efforts pour écraser la résistance et étendre ses frontières « non déclarées » ; simplement parce qu'elle le peut.

Depuis qu'il s'est proclamé État sur le territoire palestinien en 1948, Israël a procédé et continue de procéder à la plus grande spoliation d'un groupe ethnique de l'histoire moderne. Et après sa victoire dans la guerre israélo-arabe de 1967, Israël est devenu une puissance expansionniste, occupante et annexionniste, régnant sur de vastes territoires et populations arabes.

Les États-Unis sont devenus, surtout depuis 1967, le rempart des rêves expansionnistes d'Israël. Les intentions suprématistes américano-israéliennes, dissimulées et enterrées pendant des décennies, sont désormais évidentes pour tous.

Sur les cendres de la Seconde Guerre mondiale, les Nations Unies nouvellement créées, sous la pression des États-Unis, ont contribué à légaliser le vol de terres. En 1947, l'Assemblée générale (composée de 58 pays) a dit « oui » à la création d'un État juif sur 62 % de la Palestine historique.

À l'époque de la répartition inégale , 68 % de la population étaient des Arabes palestiniens musulmans et chrétiens, tandis que seulement 30 % étaient juifs.



Deuxième session de l'Assemblée générale des Nations Unies en novembre 1947, au cours de laquelle les délégués ont approuvé la partition de la Palestine en États arabes et juifs. (Photo ONU/Albert Fox)

Les projets sionistes visant à s'emparer de toute la Palestine, du Jourdain à la mer Méditerranée, n'ont jamais cessé et sont clairement énoncés dans le programme du Likoud de 1977 :

« Le droit du peuple juif sur la terre d'Israël est éternel et indiscutable... par conséquent, la Judée et la Samarie ne seront pas remises à une **Translate** »

administration étrangère ; entre la mer et le Jourdain, il n'y aura que la souveraineté israélienne. »

L'inhumanité, les injustices et le militarisme que nous voyons aujourd'hui à Gaza, en Cisjordanie occupée, au Liban, en Syrie et au Yémen ont des racines profondes dans la fondation de l'État juif et son désir permanent de créer un Eretz Israël (Grand Israël) hégémonique dans tout le Moyen-Orient.

Les politiques expansionnistes du régime israélien actuel ne sont pas une aberration. Elles sont plutôt la continuation et le résultat inévitable de l'idéologie politique sioniste prônée par les pères fondateurs d'Israël, promue par les partis travailliste et Likoud, et actuellement poursuivie par les fanatiques du parti d'extrême droite Sionisme religieux.

Comme les premiers sionistes, tous les dirigeants israéliens ont toujours cru au droit des Juifs à occuper toute la Palestine et au droit d'expulser la population autochtone pour créer un État juif exclusif. Leurs plans, leurs objectifs et leurs stratégies ont été clairement énoncés et bien documentés au fil des ans.

Les fondateurs européens, des hommes comme le père du sionisme politique moderne, Theodor Herzl (1860-1904) ; Ze'ev Jabotinsky (1880-1940), fondateur du sionisme révisionniste (précurseur du parti Likoud actuel) ; Chaim Weizmann (1874-1952), premier président d'Israël ; et David Ben-Gourion (1886-1973), premier Premier ministre d'Israël, ont convenu qu'une immigration juive accrue et l'expulsion des Palestiniens étaient nécessaires pour garantir le contrôle de la Palestine et créer un Grand Israël.

Voici quelques-unes des nombreuses citations qui devraient être prises en compte pour comprendre le sionisme européen et ses projets de nettoyage ethnique de la Palestine et de son peuple :

« Lorsque nous occuperons la terre, nous apporterons des avantages immédiats à l'État qui nous accueille. Nous devons exproprier en douceur les propriétés privées sur les terres qui nous sont attribuées. Nous essaierons de faire passer la population sans le sou de l'autre côté de la frontière en lui

procurant du travail dans les pays de transit, tout en lui refusant tout emploi dans notre propre pays... Le processus d'expropriation et d'expulsion des pauvres doit être mené avec discrétion et circonspection. » — **Herzl, 1895** [pour Herzl, les Palestiniens étaient « ça »]



Herzl en route vers la Palestine à bord d'un navire en 1898. (Collection nationale de photographies d'Israël, Wikimedia Commons, domaine public)

« Il n'y a pas d'autre choix : les Arabes doivent faire de la place aux Juifs d'Eretz Israël. S'il était possible de transférer les peuples baltes, il est également possible de déplacer les Arabes palestiniens... Nous, les Juifs, grâce à Dieu, n'avons rien à voir avec l'Orient... L'âme islamique doit être balayée hors d'Eretz Israël... [Les musulmans sont] une populace hurlante, vêtue de haillons criards et sauvages. »

– **Jabotinsky, 1939.**



Jabotisky en 1926. (Wikimedia Commons, domaine public)

« Par un foyer national juif, j’entends la création de conditions telles
Translate »

que, à mesure que le pays se développera, nous pourrons y déverser un nombre considérable d'immigrants et finalement établir en Palestine une société telle que la Palestine sera aussi juive que l'Angleterre est anglaise ou l'Amérique américaine. » — **Weizmann, 1919.**



Weizmann en 1900. (Bain News Service, Bibliothèque du Congrès, Wikimedia Commons, domaine public)

Après le transfert obligatoire, nous disposerions d'une vaste zone

[pour la colonisation]... Je suis pour le transfert obligatoire. Je n'y vois rien d'immoral. » — **Ben Gourion, 1937.**

Et:

« Mon hypothèse... est qu'un État juif sur une partie seulement [en référence au plan de partage] du territoire n'est pas la fin mais le début... chaque augmentation de la force contribue à la possession du territoire dans son ensemble. » — **Ben-Gourion, 1938.**

Du fondateur d'Israël, Herzl, à son premier Premier ministre, Ben Gourion, son objectif a toujours été « une terre pour les Israéliens, sans les Palestiniens ».



Ben Gourion s'exprimant lors de la cérémonie de pose de la première pierre de la construction de la Histadrout, qui deviendrait le syndicat national d'Israël, à Jérusalem, en 1924. (Collection nationale de photographies d'Israël, Wikimedia Commons, domaine public)

De plus, en examinant les stratégies expansionnistes d'Israël, nous pouvons mieux comprendre ce que Tel-Aviv et Washington complotent actuellement

pour la Palestine et la région dans son ensemble.

Leurs plans pour devenir les hégémons du Levant sont révélés dans le Plan Dalet (Plan D) de 1948 ; le Plan Oded Yinon, « Une stratégie pour Israël dans les années 1980 » ; et « Une rupture nette : une nouvelle stratégie pour sécuriser le royaume » de 1996.

Plan Dalet – Projet de nettoyage ethnique de la Palestine

Bien avant que les Britanniques ne mettent fin à leur mandat et ne retirent leur armée de Palestine, une cabale de dirigeants politiques et militaires sionistes, dirigée par Ben Gourion, préparait des plans militaires pour la dépossession des Palestiniens une fois les Britanniques partis.

Le Plan Dalet (Plan D) fut officiellement mis en œuvre le 10 mars 1948. Des ordres militaires furent donnés à la nouvelle armée israélienne et à la milice Haganah pour expulser systématiquement et de force les Palestiniens de vastes zones du pays.

Les ordres opérationnels spécifiaient quels centres de population devaient être ciblés et décrivaient en détail comment chasser les habitants et détruire leurs communautés, en utilisant des méthodes telles que l'intimidation, l'incendie de maisons, de propriétés et de biens, la démolition de maisons et la pose de mines pour empêcher les habitants de revenir.

Le 9 avril 1948, à Deir Yassin , près de Jérusalem, plus de 150 hommes, femmes et enfants palestiniens ont été massacrés par des milices terroristes sionistes (membres de l'Irgoun et du gang Stern).

Translate »



Milices juives dans le village de Deir Yassin, avril 1948. (Wikimedia Commons, domaine public)

Six mois plus tard, lorsque la Nakba (la catastrophe) prit fin, plus de 750 000 Palestiniens avaient été déracinés, 531 villages détruits et onze quartiers urbains avaient été dépeuplés, bientôt repeuplés par des Juifs israéliens.

La destruction des communautés palestiniennes, commencée pendant et après la guerre israélo-arabe de 1948, a marqué le début du système d'apartheid israélien sur 78 % de la Palestine historique.

Plan Yinon – « Stratégie pour Israël dans les années 1980 »

En février 1982, un essai parut dans *Kivinum* (Directions), une revue de l'Organisation sioniste mondiale. Il était écrit par Oded Yinon, un journaliste du *Jerusalem Post* étroitement lié au ministère israélien des Affaires étrangères.

Le plan Yinon pour le Moyen-Orient contenait les éléments clés du projet du « **Grande Israël** » reflété dans les politiques expansionnistes – soutenues par les

États-Unis – que Tel-Aviv a mises en œuvre pendant plus de huit décennies.

S'il vous plaît, soutenez la **campagne de financement** **hivernale du CN !**

Bien que la « dépalestinisation de la Palestine » ait été une priorité, chaque État arabe a été la cible de l'expansionnisme sioniste.

Le plan Yinon met l'accent sur deux éléments clés : pour survivre, Israël doit devenir une puissance régionale impériale ; et pour atteindre cette hégémonie, il doit affaiblir et diviser les États arabes voisins.

L'objectif d'Israël a été de créer de petits États arabes fondés sur le sectarisme, n'ayant d'autre choix que de céder à la domination israélienne.

Le plan Yinon prend forme depuis la guerre Iran-Irak (1980-1988) et l'invasion américaine de l'Irak en 2003. L'intérêt d'Israël pour les États faibles du Moyen-Orient s'est confirmé par ses guerres aériennes et cybernétiques et par de nombreux assassinats de personnalités de l'opposition.

Translate »



Des chars de l'armée américaine posent pour une photo sous les « Mains de la Victoire » sur la place des cérémonies à Bagdad. (US Air Force, John L. Houghton, Jr., domaine public)

Depuis 1967, Israël a englouti toujours plus de terres arabes. Il a annexé illégalement des terres arabes en Palestine et sur le plateau du Golan syrien, et a récemment annoncé son intention de coloniser la bande de Gaza dévastée et d'annexer la Cisjordanie.

Une rupture nette — « Nouvelle stratégie pour sécuriser le royaume »

Un groupe de recherche néoconservateur américano-israélien de l'Institute for Advanced Strategies and Palestine Studies à Washington, DC, a préparé un document politique en 1996 pour le Premier ministre israélien nouvellement élu, Benjamin Netanyahu.

Le rapport intitulé « Une rupture nette : une nouvelle stratégie pour sécuriser le royaume » a présenté un plan d'action sur la manière dont Washington et Tel-Aviv pourraient intégrer leurs politiques pour vaincre les « ennemis » d'Israël en remodelant le Moyen-Orient.

Les auteurs du manifeste ont notamment travaillé à la Maison Blanche de George W. Bush, au sein du Pentagone et du ministère de la Défense. Son auteur principal, l'ancien secrétaire adjoint à la Défense pour les affaires stratégiques mondiales (1981-1987), Richard Perle, a été l'un des principaux acteurs de la formulation de la stratégie désastreuse de guerre en Irak adoptée par l'administration Bush en 2003.



Perle en décembre 2009. (New America Foundation, Flickr, CC BY 2.0)

Pour obtenir le soutien des Américains, il a été conseillé à Netanyahu de présenter les politiques proposées dans un langage familier aux Américains ; d'où les bobards habituels tels que « Israël a le droit de se défendre » et la qualification de « terroristes » des partisans des droits des Palestiniens.

Les stratégies décrites dans les plans « Yinon » et « Rupture nette » étaient des constructions pour des guerres américano-israéliennes sans fin et pour le chaos dans la région.

Il convient de noter que les États-Unis ont participé ou parrainé des guerres ou

des conflits – bénéfiques pour la stratégie israélienne – en Irak (2003), en Libye (2011), en Syrie (de 2011 à aujourd’hui), au Liban, au Yémen, en Cisjordanie occupée et à Gaza ; et avec l’Iran si Israël continue à faire ce qu’il veut.

Pour « sécuriser le royaume », Israël a été exhorté à poursuivre des politiques agressives de préemption et de changement de régime contre les gouvernements de la région qui résistaient aux visées expansionnistes d’Israël. Il a été conseillé à Netanyahu de collaborer avec la Jordanie et la Turquie pour déstabiliser l’Irak et contenir la Syrie par une guerre par procuration.

Fidèle à la logique de la « rupture nette », l’administration Bush, sous prétexte que l’Irak abritait des armes de destruction massive, a envahi l’Irak en 2003, renversé Saddam Hussein et démantelé le parti Baas au pouvoir.

L’Irak ne s’est pas encore remis de huit années d’occupation et de guerre menées par les États-Unis.

Malgré la demande du gouvernement irakien de retirer les États-Unis, Washington a refusé de retirer ses 2 500 soldats restants.

La guerre américano-israélienne contre la Syrie, qui a conduit à la chute du président Bashar al-Assad en décembre 2024, a commencé avec la stratégie de « rupture nette » de 1996 pour la région.

La situation s’est aggravée en 2011, lorsque le président Barack Obama a secrètement donné pour instruction à la CIA de renverser le président Assad dans le cadre de l’opération Timber Sycamore . Treize années de guerre meurtrière, de frappes aériennes israéliennes fréquentes et de sanctions économiques paralysantes imposées par les États-Unis ont laissé la Syrie appauvrie, fragmentée et incapable de résister à une invasion étrangère.

Israël a obtenu ce qu’il voulait en Syrie, un pays balkanisé et affaibli. Les États-Unis, la Turquie et leurs forces dominant le Nord, tandis qu’Israël contrôle des zones au Sud.

Tel-Aviv revendique désormais le contrôle de la zone tampon démilitarisée sur **Translate** » Golan et a déclaré son intention d’étendre ses colonies illégales

sur les hauteurs du Golan, les déclarant partie intégrante de l'État israélien « pour l'éternité » .

Netanyahou a accueilli avec enthousiasme les propositions de « rupture nette » sur les moyens de « sécuriser le royaume » en Palestine. Il a saboté de manière perverse les accords d'Oslo (1993-1995), a complètement abandonné la prétendue solution à deux États (la terre contre la paix) et a semé la division au sein du mouvement national palestinien.

L'Autorité palestinienne (AP), chargée d'un gouvernement limité sur certaines parties des territoires palestiniens occupés par les accords d'Oslo, aujourd'hui disparus, a été réduite à un bras armé de l'État sécuritaire israélien.

La répression armée à grande échelle du 21 décembre contre les groupes de résistance palestiniens dans le camp de réfugiés de Jénine, menée par les forces de sécurité de l'AP, illustre l'ampleur de cette collaboration.

Il convient de noter que l'assaut a été coordonné avec Washington et Tel-Aviv, et placé sous la direction du lieutenant-général de l'armée américaine Michael R. Fenzel, qui occupe le poste de coordinateur de la sécurité américaine de l'Autorité israélo-palestinienne depuis novembre 2021.

Les stratèges de Clean Break ont conseillé sans ménagement à Israël de « poursuivre les Palestiniens dans tous les domaines ». Dans sa sinistre croyance qu'il peut détruire physiquement le désir national palestinien de retourner dans une Palestine libre, Israël a ravagé et pulvérisé la bande de Gaza sans défense.

Et depuis plus de 17 ans, Netanyahou s'est donné pour mission de tuer autant de Palestiniens que les États-Unis et leurs alliés occidentaux le toléreront.

De Herzl à Netanyahou

Translate »



Le secrétaire d'État américain Antony Blinken rencontre Netanyahu à Jérusalem le 10 juin. (Département d'État, Chuck Kennedy)

De la campagne « faites-les sortir » de Herzl à la campagne de génocide de Netanyahu, le message et les actions ont été les mêmes : éliminer toute trace des Palestiniens.

Et du président Harry S. Truman au président Joe Biden, le message a été le suivant : les États-Unis empêcheront Israël de échouer, quel qu'en soit le coût politique ou économique.

Lorsque Biden affirme être un « sioniste convaincu », il dit avec insistance aux Israéliens et aux Américains que les États-Unis sont en phase avec les plans d'Israël visant à anéantir les Palestiniens et leurs espoirs d'une nation palestinienne souveraine. Les Américains, eux aussi, souvent sans le savoir, sont devenus des sionistes convaincus en finançant la suprématie israélienne et le militarisme régional.

De plus, en cachant la vérité sur les plans expansionnistes d'Israël, les politiciens américains et les grands médias ont alimenté l'addiction du pays à la

Translate »

suprématie régionale et ses rêves d'un Grand Israël, sans les Palestiniens.

Les paroles de Ben Gourion dans une lettre à son fils en 1937 étaient menaçantes et inquiétantes :

« Les Arabes devront partir, mais il faut un moment opportun pour que cela se produise, comme une guerre. »

Les extrémistes sionistes israéliens actuels ont profité de l'acte de résistance palestinien du 7 octobre 2023 pour faire du « moment opportun » espéré par Ben Gourion une réalité, convaincus qu'ils peuvent, comme leurs prédécesseurs, continuer à défigurer l'histoire.

M. Reza Behnam est un politologue spécialisé dans l'histoire, la politique et les gouvernements du Moyen-Orient.

Cet article provient de Z-Network.

*Les opinions exprimées sont uniquement celles de l'auteur et peuvent ou non refléter celles de **Consortium News** .*

**S'il vous plaît, soutenez la
campagne de financement
hivernale du CN !**

**Faites un don déductible des impôts en toute sécurité par carte
bancaire ou par chèque en cliquant sur le bouton rouge :**



Translate »